

SIMPSON, Christopher (dir.). *Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*. New York, The New Press, 1998,314 p.

Jean Lévesque

Volume 30, Number 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704037ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704037ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lévesque, J. (1999). Review of [SIMPSON, Christopher (dir.). *Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*. New York, The New Press, 1998,314 p.] *Études internationales*, 30(2), 425–428. <https://doi.org/10.7202/704037ar>

taire aux deux autres que comme étant l'un des trois modèles concurrents.

L'importance de cette clarification ne fait aucun doute lorsqu'il s'agit de considérer la critique la plus importante faite au précédent modèle allisonien, soit sa difficile opérationnalisation. Cependant, bien qu'il s'agisse d'un pas énorme dans la bonne direction, certaines lacunes subsistent toujours. Certes, les « mesures » associées aux variables rationnelles et organisationnelles sont facilement réalisables, en particulier à la lumière des questions formulées par les auteurs à cet égard. Toutefois, les questions réservées en vue de l'application du Modèle III présentent une lacune importante quant à la mesure du pouvoir exercé par les acteurs dans ce contexte spécifique de jeux politiques. C'est d'ailleurs à cette importante lacune que l'on doit attribuer le caractère beaucoup plus descriptif qu'analytique du chapitre 6 : il faut souvent inférer les conclusions à partir des données théoriques connues et des éléments d'information livrés, ce qu'un outil de mesure plus rigoureux permettrait d'éviter.

L'ouvrage présente aussi certaines autres faiblesses. Ainsi, l'une des variables rationnelles indépendantes est en relation tautologique avec la variable intermédiaire qu'elle est supposée expliquer. De plus, certaines affirmations semblent présenter certaines contradictions opérationnelles avec l'essence même du propos. Il faut ici mentionner l'importance variable accordée aux missiles de l'OTAN basés en Turquie ou encore à la définition donnée aux organisations auxquelles s'applique le modèle II et qui semble exclure l'ExCom dont l'étude épie

pourtant les faits et gestes. Enfin, certains exemples apportés pour illustrer les Modèles II et III confinent au modèle voisin, ce qui peut parfois entretenir une certaine confusion.

Ces lacunes sont-elles suffisantes pour ternir l'intérêt de cette réédition? Je ne le crois pas puisqu'il est possible de les combler. L'approche révisée permet tout de même une percée prometteuse par le contenu de sa conclusion ; il s'agit aussi d'une grille d'analyse qui demeure extrêmement intéressante et qui offre la lecture la plus près de ce qui constitue la réalité quotidienne de l'action gouvernementale. La nouvelle version apporte enfin des réponses aux questions soulevées à la suite de la première édition et nous offre une argumentation mieux présentée, mieux étayée et mieux articulée. Certes, elle suscite encore certaines questions, mais celles-ci, alliées à la nécessité de valider le modèle par de plus nombreuses études, constituent autant d'invitations aux chercheurs qui voudront baser leurs travaux sur cette approche. Voilà autant de bonnes raisons de se familiariser avec la nouvelle version de cet ouvrage.

Nelson MICHAUD

*Département de science politique
Université Dalhousie, Halifax, Canada*

Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War.

SIMPSON, Christopher (dir.). New York, The New Press, 1998, 314 p.

Depuis quelques années, certains documents des institutions de la défense américaine de la première époque de la guerre froide furent rendus

accessibles aux chercheurs et leur analyse a entraîné la publication de plusieurs ouvrages consacrés à certains aspects moins connus de l'histoire américaine durant l'affrontement qui l'opposa au bloc soviétique. Toute une école précédemment qualifiée durant les années 1970 de « révisionniste », de par l'accent qu'elle mettait sur la responsabilité américaine dans l'escalade du conflit, refait surface et critique sévèrement la politique de contrôle du vainqueur de cette guerre froide sur son propre milieu intellectuel. L'ouvrage recensé s'insère dans une collection publiée par la maison d'édition new-yorkaise New Press consacrée à l'influence de la guerre froide sur la vie académique américaine. Après un premier volume dirigé par le célèbre linguiste Noam Chomsky sur l'influence du contexte de guerre froide sur la vie intellectuelle, Christopher Simpson dirige le second et met l'accent sur l'influence des institutions gouvernementales tels le ministère de la Défense et la CIA sur la vie académique en général, et la recherche universitaire en particulier. D'autres volumes sont prévus sur la question des dépenses gouvernementales américaines, sur la direction de la recherche et sur les rapports entre la guerre froide et la vie intellectuelle en Europe et ailleurs. En somme, il s'agit là d'un projet d'une grande envergure visant la réécriture d'une histoire intellectuelle du monde occidental durant la guerre froide.

D'emblée très nettement à gauche, cette publication est d'un intérêt certain pour quiconque s'intéresse un tant soit peu à l'épistémologie des sciences sociales aux États-Unis et à l'histoire intellectuelle, malgré la qualité inégale des contributions qui com-

posent ce volume. L'orientation générale du volume est inspirée de la célèbre réflexion de Michel Foucault sur les rapports entre savoir et pouvoir et prend souvent les allures d'un plaidoyer en faveur de l'indépendance intellectuelle du monde académique comme le démontre l'inclusion de textes à cet égard très démonstratifs. Ainsi, le directeur de la publication a cru bon d'étayer cet objectif par la publication de deux courts textes, d'abord une lettre de l'anthropologue Franz Boas à la revue *The Nation* en 1919 dans lequel ce dernier traite les agents gouvernementaux qui, sous couvert de recherche scientifique, « prostituent » la science afin de servir les intérêts de l'État. À l'opposé, la reproduction d'un rapport rédigé en 1954 par Max Milikan et Walt Rostow à l'endroit d'Allen Dulles, alors directeur de la CIA, sur les intérêts à long terme de la politique économique étrangère des États-Unis, est un bon exemple de collusion entre le monde académique et les institutions politiques et militaires.

Au cœur de cet ouvrage, deux articles sont consacrés aux projets majeurs financés par les services de sécurité américains : le projet Troy visait à impliquer les meilleurs représentants des sciences humaines et sociales américaines à l'effort d'endiguement du communisme, alors que le projet « Camelot », entrepris à l'initiative de l'armée américaine, avait pour objectif la mise à profit des recherches en psychologie et en psychologie sociale afin de prédire et de contrôler les révolutions à venir dans les pays du Tiers-Monde. Sur le premier cas, l'article d'Allan Needell retrace l'histoire du projet Troy, élaboré par l'ONS (Office of Naval Research) en

1950, et visant à regrouper les contributions des spécialistes des sciences sociales, jusque-là peu impliqués dans le domaine de la défense américaine, afin d'élaborer des stratégies de guerre psychologique pouvant être employées dans la plupart des points chauds du globe. Plusieurs universités américaines comme Harvard ou MIT ont fourni de leurs meilleurs spécialistes qui furent employés à élaborer et à fournir des études sur les comportements socio-psychologiques des habitants d'Europe de l'Ouest, d'Asie et d'Afrique et à créer une propagande qui puisse être facilement diffusée par Radio Liberty et Voice of America. Les propositions des chercheurs eurent un impact à court et à long terme certain, malgré le fait que les fonctionnaires de la défense américaine furent quelquefois réticents à partager les conclusions des universitaires.

Quant à lui, le projet Camelot fut élaboré en 1963 par l'Office of Research and Development de l'armée américaine et avait pour but de mettre à profit la recherche en sciences du comportement, entraînant la publication de guides de la psychologie des populations de plusieurs pays d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique, qui pourraient être utilisés dans des opérations de déstabilisation. Les données recueillies auraient pu éventuellement servir à désamorcer le support populaire des mouvements insurrectionnels et à établir des régimes garantissant la stabilité politique et économique. Des fuites d'information provoquèrent un scandale autour du projet et il fut tout simplement abandonné par l'administration américaine quoiqu'il fit place à des projets simi-

lares consacrés au Brésil, au Pérou, à la Colombie et au Vietnam.

Les autres contributions de l'ouvrage présentent un intérêt certain pour l'épistémologie des sciences sociales aux États-Unis, mais s'écartent quelque peu de la question de l'implication directe des institutions militaires et de sécurité américaines dans la mise sur pied de projets de recherche dont les conclusions auraient pu être mises à profit par la défense américaine. En fait, outre l'article de Kevin Gaines sur l'exil ghanéen de plusieurs intellectuels militants afro-américains et de leurs activités en contexte de guerre froide, les articles qui suivent traitent plutôt des impératifs idéologiques et de leur influence sur les changements de paradigmes dans les sciences sociales américaines. Irene Gendzier lie la résurgence des aspirations impérialistes américaines à la popularité récente de Francis Fukuyama et de Samuel Huntington et trace leur généalogie intellectuelle, la faisant remonter à Gabriel Almond, Lucian Pye et Daniel Lerner, des spécialistes très « impliqués » dans l'effort américain durant la guerre froide. Les changements de priorité dans la recherche et l'enseignement aux États-Unis sont analysés par Bruce Cumings, qui démontre que le choix des régions du monde faisant l'objet de programmes d'études et de subventions de recherche sont beaucoup plus qu'un effet de mode mais obéissent à des intérêts stratégiques à long terme. Enfin, l'article de Lawrence Soley offre une critique acerbe du financement privé de certains projets de recherche.

En terminant, rappelons que l'ouvrage dirigé par Christopher Simpson

pourra certes agacer par son ton on ne peut plus militant. Certains articles gagneraient beaucoup en présentant plus d'exemples concrets, ce qui faciliterait l'acceptation de certains arguments qui semblent relever souvent plus de la conviction que la démonstration académique. De plus, certaines contributions s'éloignent de la problématique d'ensemble de l'ouvrage et laissent le lecteur sur sa faim, comme l'article de Gerovitch sur les stratégies discursives des historiens soviétiques de la science qui gagnerait pour beaucoup en présentant un portrait un peu plus étayé de la science soviétique durant la guerre froide. Cet article qui doit en principe servir de point de comparaison verse trop, à notre avis, dans l'analyse discursive pour cet ouvrage qui a comme point de départ une approche très concrète. Néanmoins, cette publication sera d'une utilité certaine pour quiconque s'intéresse à l'histoire des sciences sociales aux États-Unis et constitue sans aucun doute un jalon important dans l'entreprise d'écriture d'une histoire de la guerre froide qui inclut non seulement le processus de prise de décision politique, mais aussi l'effort de guerre idéologique entendu au sens large.

JEAN LÉVESQUE

*Département d'histoire
Université de Toronto, Canada*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Global Competition Policy.

GRAHAM, E. et D. RICHARDSON (dir.).
*Washington, Institute for International
Economics, 1997, 614 p.*

Le point de départ de ce livre provient d'un constat simple mais ré-

véléateur : le commerce international s'est libéralisé plus rapidement que les marchés domestiques. Par conséquent, si un effort supplémentaire de libéralisation doit avoir lieu, c'est en diminuant les barrières à l'entrée et à la concurrence plus que les barrières directes aux échanges internationaux. Les politiques de concurrence ont donc un rôle important à jouer car, dans un monde ouvert, une politique de concurrence faible n'est rien d'autre qu'un substitut de la protection. L'objet principal de ce livre est de mieux comprendre comment y parvenir au niveau multilatéral. Dans ce domaine, il n'y a guère encore de consensus et ce livre a par conséquent un caractère exploratoire. C'est en grande partie ce qui le rend intéressant et à certains égards fascinant.

L'ouvrage contient une collection d'articles écrits par des économistes, des juristes et des praticiens des politiques de concurrence. Il peut être divisé en trois parties. La première comprend sept chapitres (chap. 2 à 8) qui passent en revue, séparément, les politiques de concurrence au Canada, en France, en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans l'Union européenne. Chaque auteur souligne les spécificités et les sensibilités nationales en matière de politiques de concurrence, et traite des aspects internationaux de ces politiques.

La deuxième partie du livre comprend huit chapitres (chap. 9 à 16) et traite de sujets plus spécifiques, en particulier ceux qui peuvent devenir importants dans le cadre d'un accord international en matière de politiques de concurrence. Ainsi les sujets couvrent les différences en ma-